

Stockholm Convention COP 5, Geneva, Switzerland April 25-30, 2011  
IPEN/ Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement (ANCE-Togo) Intervention on Reporting  
Presented by Ebeh A. Kodjo Fabrice, PhD  
April 26, 2011

Merci M. le Président,

L'Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement du Togo (ANCE-Togo), une organisation participante de l'IPEN, voudrait faire brièvement quelques commentaires sur les discussions sur les rapports nationaux.

Au 10 Janvier 2011, le Secrétariat a reçu des rapports de 69 des 172 Parties. Bien qu'un système électronique soit mis au point pour aider toutes les Parties à soumettre leurs rapports au Secrétariat conformément à l'article 15 de la Convention, l'augmentation du taux de soumission de rapports n'est passé que de 30% à la COP3 à 40% après la COP4.

IPEN est convaincu que la plupart des pays en développement et à économie en transition éprouvent d'énormes difficultés à élaborer de manière participative et qualitative leurs rapports nationaux.

IPEN est également convaincu que pour améliorer la quantité et la qualité des rapports nationaux, qui soient fortement supportés par l'ensemble des parties prenantes, y compris les groupes d'intérêt public, la COP5 devrait :

- 1) Demander au Secrétariat de continuer à fournir des instructions aux Parties sur la soumission par le système électronique des rapports nationaux ;
- 2) Inviter le Secrétariat à développer une stratégie pour augmenter le pourcentage de soumission des rapports nationaux conformément à l'article 15 de la Convention; et
- 3) Inviter le GEF à établir un mécanisme financier approprié pour aider les pays en développement et à économie en transition à élaborer des rapports nationaux consistants, compréhensifs et participatifs.

Ainsi donc, IPEN invite les Parties à se servir de l'expérience de la Convention sur la Diversité Biologique (COP8 Décision VIII/18 et COP10 Décision X/25) et du Protocol de Cartagena sur la Biosécurité (Décision Décision BS-IV/14 et Décision BS-V/14), pour l'établissement de ce mécanisme financier.

Merci M. le Président,